

# ADGESTI

Association Départementale de Gestion des Structures Intermédiaires

21, rue Albert Einstein  
72650 LA CHAPELLE-SAINT-AUBIN  
Tél. : 02 43 24 22 48  
Fax : 02 43 24 85 26  
mail : [direction@adgesti.fr](mailto:direction@adgesti.fr)

**Procès Verbal de  
L'Assemblée Générale Ordinaire  
A.D.GE.ST.I.  
Vendredi 20 juin 2025  
Année 2024**

Siège Social : 134 rue Voltaire 72000 LE MANS

Direction des établissements et services : 21 rue Albert-Einstein – Z.I.N.  
72650 LA CHAPELLE SAINT-AUBIN

# # # # #

Association déclarée à la Préfecture de la Sarthe le 27 février 1981

# # # # #

Les membres d'honneur, membres bienfaiteurs et membres actifs de l'Association Départementale de Gestion des Structures Intermédiaires se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire, sur convocation qui leur a été faite par lettre ordinaire en date du 20 juin 2025 par le Conseil d'Administration.

Madame la Présidente déclare ouverte l'Assemblée Générale pour les comptes 2024 et vous remercie de votre présence qui manifeste votre intérêt pour la vie de notre association.

Nous sommes actuellement 31 membres à jour de leur cotisation. Pour la validité de la tenue de notre Assemblée Générale et selon les statuts : 50 % des membres doivent être présents ou valablement représentés, ce qui est le cas (minimum : la moitié + 1).

Nous devons composer le bureau de cette Assemblée Générale, je vous propose :

. Madame Danielle MELUN, comme secrétaire

. Madame Nadia HADJERI, comme scrutateur.

Notre assemblée générale peut maintenant valablement délibérer.

Qu'il me soit permis de remercier les personnes présentes et celles et ceux qui ont donné un pouvoir. Nous excusons les personnes qui n'ont pu se libérer.

Je remercie les instances ARS et Département, financeurs de notre établissement, qui demeurent nos interlocuteurs pour nos budgets et qui nous soutiennent dans nos projets.

## **Discours de Madame Francine PHILIPPET.**

« Si nous avons dû modifier nos statuts comme vous venez de le découvrir et le voter lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire, c'est par manque de bénévolat et d'engagement vers notre conseil d'administration. Depuis plusieurs années, je vous louai l'importance de se retrouver au sein du conseil pour défendre l'avenir de nos travailleurs, réfléchir sur l'évolution de notre association et la rendre encore plus attractive pour nos salariés. Mais aujourd'hui, force est de constater que nous devons innover pour accueillir d'autres administrateurs, sachez que de 2016 à 2025 nous avons eu huit arrivées et huit départs, mais je reviendrai sur tout ce qui a été fait durant ce mandat.

Pourtant nous devons nous réjouir du slogan national « Parlons Santé Mentale ». La santé mentale est la grande cause nationale de 2025. Un Français sur quatre connaîtrait un trouble mental dans sa vie. Chez les jeunes les chiffres inquiètent.

Que nous suggère cette cause nationale ?

- Lutter contre la stigmatisation des troubles mentaux
- Changer les regards
- Sensibiliser pour libérer la parole
- Lever les tabous
- Améliorer l'accès aux soins (encore faudrait-il des soignants renforcer la prévention/faire des repérages précoces)
- Accompagner les personnes dans leur vie quotidienne

Je crois qu'ici ces directives correspondent à ce que vous faites tous les jours depuis des années. Les nouvelles technologies pourraient-elles rendre les soins de santé mentale plus accessible ? Nous l'espérons tous.

Et nous qu'avons fait depuis 2016 en plus du quotidien ? Lors du premier mandat, licenciement du directeur, suivi de trois années de juridictions au tribunal, ce qui représente un coût financier et un coût en énergie, une tension palpable de chacun de nous malgré une ambiance apaisée. Nous avons su nous relever et inscrire beaucoup d'actions positives, favorables aux personnes accueillies à l'ADGESTI. Je ne citerai pas les actions de tous les jours, accompagner, intervenir, rechercher...

D'abord l'achat d'un jardin en 2018, depuis lieu de travail (plantation, récolte...) lieu de détente (pique-nique, repos...). Ensuite comme dans toute association, il faut actualiser les statuts, le règlement intérieur, l'ADGESTI lance son nouveau site internet en 2019. Et souvenez-vous en 2020, de cette année particulière, le COVID : l'ADGESTI transforme la difficulté en innovation et se distingue en fabriquant des masques et des sur blouses et obtient la sélection de l'association de la « Meilleure action solidaire ».

Le conseil d'administration valide les projets d'établissement SA-ESAT, SAVS, SAMSAH ce qui sous-entend un travail intense en commission. Il achète une maison dans le quartier du miroir pour y loger une personne accompagnée par l'association. Pendant ce temps, à la médiathèque Louis Aragon, les personnes de la section annexe racontent les fables de la Fontaine, un moment d'écoute pour les enfants et les adultes.

En 2022, une année pleine d'ambitions et d'événements :

- projet associatif en cours de réflexion et validé en 2025
- mutuelles des travailleurs, enquête validée en 2025 CPOM

– analyse importante de l'ADGESTI signé en 2025

Seul le projet concernant les travaux des locaux n'a pas abouti mais nous le reprendrons

prochainement. Nous avons connu des temps plus légers en fêtant les dix ans de la résidence accueil, en inscrivant des prix reçus au festival d'Angoulême par deux travailleurs, et je crois un en 2024. Et surtout la réalisation du film présentant l'association.

Les services que vous retrouverez sur le site de l'ADGESTI.

En 2023, le journal « Le Petit Sarthois » a fait paraître un article sur l'ESAT, belle publicité dans le tissu économique.

Nouveau moment de convivialité, autre que ceux de Noël, vacances et départs à la retraite, la journée des adhérents, un barbecue avec les travailleurs et les salariés. Événement encore et pas des moindres qui reflète une certaine reconnaissance de nos instances : la visite de Madame la Ministre Déléguée aux personnes âgées et aux personnes handicapées, Mme Fadila KHATTABI, un moment riche d'échanges avec les travailleurs dans leur atelier. Puis Florent CADET, psychologue, nous présente son livre « L'accueil des singularités » que nous nous empressons de lire. Attention à certains chapitres qui demandent temps et concentration. Merci Florent de nous aider à comprendre les comportements. Plus détendue la journée des Olympiades de l'ADGESTI dans le cadre des SISM avec jeux et compétitivité ; et enfin la parution du journal de l'ESAT « Zoom sur Catmanor », première édition ce qui représente un énorme travail de recherche et d'écriture, bravo à vous.

Ces temps de convivialité allègent certains temps forts et nous devons poursuivre dans cet équilibre. Finalement, nous membres du conseil d'administration pouvons être fiers de siéger dans le conseil d'une association aussi dynamique. Nous sommes bien sûr conscients de la charge professionnelle de vous tous, de l'exigence de l'actualité à maintenir une place pour chacun et la reconnaissance de l'ADGESTI dans le Département, preuve nous venons de vivre un événement exceptionnel : la décoration de notre Directrice : « Les insignes de la Légion d'Honneur ». Que vous soyez travailleurs, salariés, bénévoles, félicitations et merci à tous d'œuvrer chaque jour avec autant de rigueur et de sensibilité afin que notre association l'ADGESTI vive et soit reconnue dans le département et au-delà.

## **Rapport d'activités 2024 - Assemblée Générale du 20 juin 2024**

L'année 2024 s'est montrée particulièrement riche, dense et mouvementée en termes d'activité mais aussi en termes d'imprévus qui nous ont obligés à une réactivité et une adaptation, en vue de répondre à nos obligations réglementaires. Je pense particulièrement au Cabinet CEFIGES qui nous a informé en février de leur impossibilité de réaliser leur mission pour l'expertise des comptes 2023. Cette situation a eu des incidences sur le respect des délais réglementaires et je remercie l'ARS et le Conseil Départemental de leur compréhension et bienveillance pour le report alloué. Je remercie également le Cabinet NAIHO et le cabinet ALTEXA, le premier pour son soutien dans la recherche d'un cabinet ; le second pour l'acceptation de la mission dans une période particulièrement chargée. C'est pourquoi, nous avons réalisé l'Assemblée Générale fin octobre 2024, soit il y a 8 mois.

L'Association évolue dans un environnement mouvant qui l'amène à reconfigurer ses activités. Nous avons connu, en fin d'année, des arrêts d'activités : le dispositif ARIVE, notre réponse à l'appel à projet n'ayant pas été retenue, le dispositif « Rosalie » dont la convention n'a pas été renouvelée pour manque de financement du partenaire et aussi l'intervention auprès des détenus placés sous-main de justice. Les PAS ont connu une baisse très nette de l'activité, suite au nouvel appel d'offre de l'AGEFIPH, qui a modifié le contenu, les modalités de prescription, la communication avec les partenaires.

Nous avons pu rebondir et permettre aux salariés concernés d'intervenir sur d'autres services. Nous devons, en effet, sans cesse anticiper ces évolutions.

Mais aussi être en veille et ne pas « rater le train », ce que je vais illustrer par la suite.

Le contexte décrit précédemment, l'évolution des politiques publiques et leur accélération, les exigences réglementaires... pourraient décourager les professionnels qui doivent s'adapter au changement mais qui n'oublient pas le « cœur du métier », le cœur de leur intervention.

En effet, nous œuvrons tous (administrateurs, professionnels, personnes accompagnées) pour permettre aux personnes de trouver leur place dans la société, d'y trouver un mieux-être et donc de relever le défi de l'inclusion tout en étant dans une démarche personnalisée, raisonnée et respectueuse des singularités des personnes accompagnées.

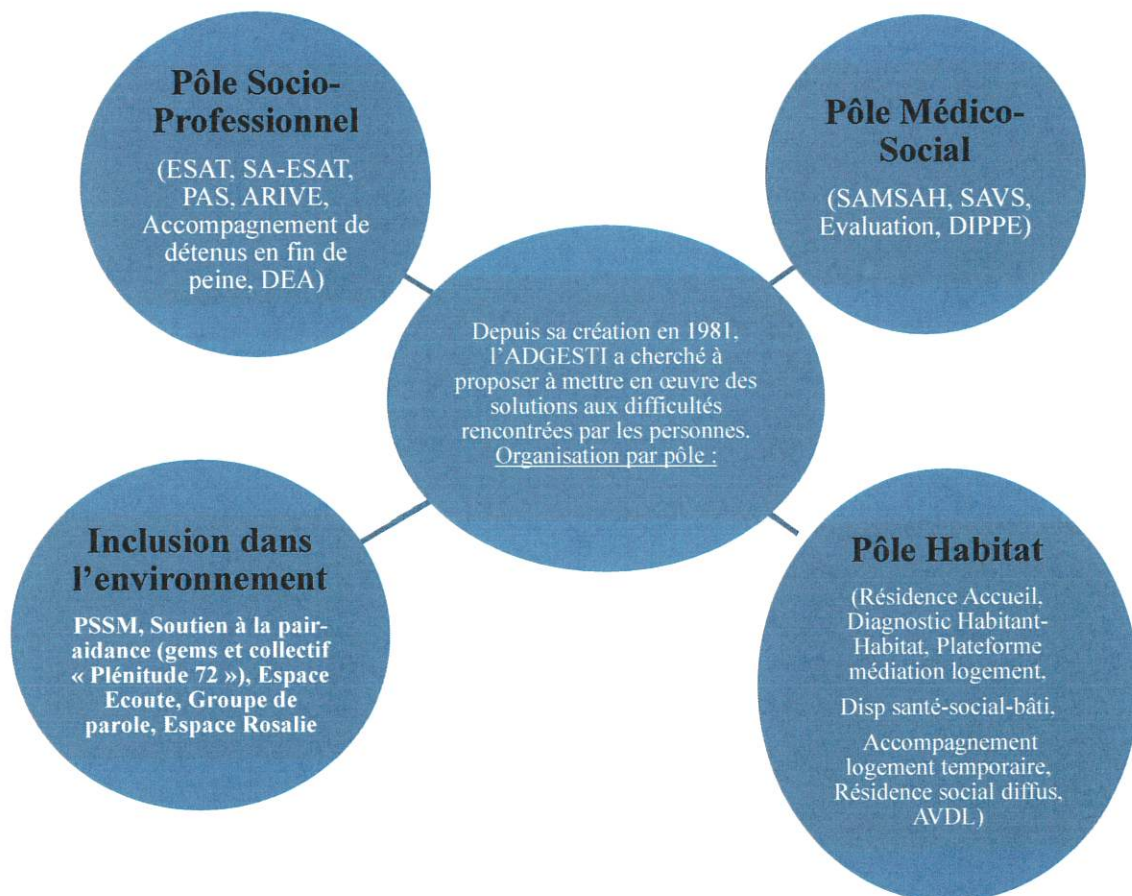
Je tiens vivement à remercier :

- La mobilisation de l'ensemble des professionnels et celle des administrateurs, engagés dans leurs missions et forces de propositions ;
- Le soutien de nos partenaires et financeurs qui nous permettent de répondre à la palette des besoins des personnes que nous accompagnons et avec lesquels nous nous engageons sur de nouveaux projets
- Les personnes accompagnées qui nous font évoluer, nous amènent à nous réinventer, sortir du cadre pour la recherche de réponses innovantes...

Pour faire écho aux propos de Mme PHILIPPET, il est important que le Conseil d'Administration puisse s'étoffer. N'hésitez pas à proposer d'adhérer aux personnes autour de vous, qu'elles soient concernées ou pas par le handicap.

C'est un encouragement pour tous les administrateurs engagés mais aussi un gage de représentativité auprès de tous les organismes avec qui nous sommes en contact.





**Activités des établissements et services – année 2024**

<b>PÔLE</b>	<b>SERVICE</b>	<b>Nombre de personnes accompagnées</b>
<b>SOCIO-PROFESSIONNEL</b>	<b>ESAT</b>	<b>78</b>
	<b>SA ESAT</b>	<b>14</b>
	<b>PAS</b>	<b>102</b>
	<b>ARIVE</b>	<b>40</b>
	<b>SPIP</b>	<b>13</b>
	<b>DEA</b>	<b>19</b>
<b>PÔLE MEDICO-SOCIAL</b>	<b>SAMSAH</b>	<b>82</b>
	<b>SAVS</b>	<b>45</b>
	<b>Evaluation</b>	<b>1</b>
	<b>DIPPE</b>	<b>14</b>
<b>PÔLE HABITAT</b>	<b>Résidence Accueil</b>	<b>19</b>
	<b>AVDL (Classique /Plateforme)</b>	<b>28 - 50</b>
	<b>Diagnostic Habitant-Habitat</b>	<b>3 diagnostics / 12 personnes avec une mesure d'accompagnement</b>
	<b>Diogène</b>	<b>22</b>
	<b>Logements diffus</b>	<b>3</b>
	<b>Logement temporaire</b>	<b>1</b>
<b>PÔLE INCLUSION DANS L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>PSSM</b>	<b>25 actions de formation / 297 personnes formées</b>
	<b>Gem's Loisir</b>	<b>60</b>
	<b>Gem Tejjira</b>	<b>87</b>
	<b>Haut-Gem</b>	<b>(47)</b>
	<b>Collectif Plénitude</b>	
	<b>Espace Ecoute</b>	<b>21</b>
	<b>Groupe de parole</b>	<b>12</b>
	<b>Espace ROSALIE</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>791</b>

Au total, l'ADGESTI a accompagné : 726 personnes (805 en 2023 ; 833 en 2022 ; 822 en 2021) pour un effectif de 54 professionnels, soit 43.51 ETP.

## **Les temps forts de l'année 2024 :**

### **Le premier CPOM de l'ADGESTI**

La réalisation du CPOM a été finalisée en fin d'année, sa signature est prévue début 2025. Nous avons pu obtenir un financement d'un poste de Chargé d'insertion professionnelle à mi-temps à l'ESAT pour une période de 3 ans.

### **L'extension du SAMSAH**

Nous avons déposé, dans le cadre de la Conférence Nationale du Handicap (CNH), une demande d'extension du service à hauteur de 10 places. Ce projet a été retenu dans la programmation pluriannuelle et son déploiement prévu début 2025.

### **La réflexion engagée sur la construction d'une plateforme de services**

Une plateforme de services au sein de l'ADGESTI pourrait porter des réponses sur-mesure et coconstruites selon les besoins émergeant de chaque personne dans l'actualité inattendue de son parcours. Des besoins émergeants qui ne sont pas couverts par le service ou l'établissement dans lequel ils émergent (pas de moyens suffisants) ou des besoins qui ne peuvent pas être pris en charge car l'accompagnement s'arrête (la notification administrative arrive à son terme).

Un groupe constitué da Florent CADET, Alexandra LEBOUCHER, Karen LUCAS a été constitué ; Florent est plus particulièrement missionné pour la conduite de ce projet.

Une réunion a été réalisée avec la DT ARS pour un point d'étape.

### **L'engagement dans le programme DEFI HANDICAP**

L'ARS et le CREAI ont lancé ce programme afin d'accompagner les ESMS dans la mise en place d'un groupe « éthique et bientraitance ». L'ADGESTI a porté la candidature du SAMSAH, candidature qui a été retenu. Le CREAI nous accompagnera sur une durée de 2 ans ; accompagnement financé par l'ARS.

### **Le pilotage du virage numérique**

L'année 2024 a marqué une étape clé pour l'ADGESTI avec la mise en œuvre du projet ESMS numérique, autour d'un objectif central : acquérir le Dossier Usager Informatisé (DUI) afin de répondre aux exigences nationales et d'améliorer la qualité de l'accompagnement des personnes. Pour rappel : une grappe de 16 ESMS a été constituée avec l'APEI Sablé/Solesmes, l'Association Hygiène Sociale de la Sarthe pôle Handicap et l'ADGESTI pour répondre à l'appel à projet « ESMS Numérique » pour l'acquisition du DUI. L'ARS a répondu favorablement à notre réponse fin 2023. La grappe est soutenue par un maître d'ouvrage (WELIOM a été retenue pour la maîtrise d'ouvrage) et l'éditeur retenu est EVOLUCARE pour IMAGO DU.

Le déploiement démarre en avril 2025 pour le SAVS, site pilote et à partir de septembre 2025 pour l'ESAT, la SA ESAT et le SAMSAH.



## **La transformation de l'offre ESAT**

- Autodétermination : chaque personne accompagnée doit pouvoir faire ses propres choix, en fonction de ses envies, de ses besoins et de ses projets. Ce principe, appelé autodétermination, repose sur la liberté de décider pour soi-même, tout en étant soutenu et respecté. Dans cette dynamique, l'année 2024 a marqué une étape importante avec le déploiement d'une formation auprès des travailleurs de l'ESAT et des professionnels. Cette formation a été dispensée par le CREAL.

Cette démarche s'articule avec celle lancée par les autres services : le renforcement de la participation des personnes accompagnées notamment dans l'élaboration des outils de communication (flyers), dans les commissions de l'association...

Il est aussi important de souligner l'intervention de 2 personnes accompagnées par le SAMSAH et le SAVS auprès d'étudiants de l'ARIFTS en vue de témoigner de leur expérience.

- Formation par le Réseau GESAT pour la mise en place d'un outil d'élaboration des devis ; toute l'équipe a été formée ainsi que les membres de la direction. Cette action s'est inscrite dans une démarche de relance des activités de production.
- Partenariat avec l'entreprise LEROY MERLIN : accueil de travailleurs au sein de l'entreprise mais aussi accueil de salariés de l'entreprise au sein des ateliers de l'ESAT ; si l'objectif permet de favoriser l'inclusion des personnes en milieu ordinaire, l'accueil de salariés à l'ESAT permet le changement de regard sur les personnes en situation de handicap psychique.
- Vente d'objets réalisés par les ateliers bois et couture dans la galerie AUCHAN : participation des travailleurs, de l'équipe de l'ESAT et mais aussi des autres services.
- Signature de la convention ESAT – Plateforme Emploi Accompagné : Le suivi de la situation du travailleur handicapé concerné doit être assuré par l'ESAT, lorsqu'il a été recruté sur un poste en entreprise du milieu ordinaire. A l'échéance de la convention d'appui, et s'il y a des besoins, un accompagnement pourra être proposé par la plateforme départementale d'Emploi Accompagné sur décision de la CDAPH ou prescription des acteurs du service public de l'emploi. En amont de la demande d'orientation, l'ESAT pourra participer aux commissions d'attribution vers l'Emploi Accompagné, en présence de la MDPH/MDA et des acteurs du SPE, afin d'anticiper l'orientation vers la Plateforme départementale d'Emploi Accompagné (convention d'appui en cours, perspectives de sorties, ...)

## **Le SEGUR pour tous**

À la suite de l'accord du 4 juin 2024 relatif à l'extension du Ségur dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, tous les professionnels bénéficient de la prime SEGUR.

## **Les Ressources Humaines**

Nous avons pu bénéficier, avec le soutien de l'OPCO Santé, d'un accompagnement RH avec le Cabinet LEGRAND.

Embauche 2 CDI : Marion N'GUEMA (comptable), Evodie CARPENTIER (secrétaire-comptable).

Accueil de 4 stagiaires : Master ESS, A.S, collège et lycée.

Collaboration avec l'agence ETTIC pour les remplacements : 44 contrats intérim pour 16 personnes dont 2 CDD.

## **La vie associative**

Des groupes de travail en interne (DACQ, CPOM, RGPD, santé sécurité, groupe communication...);

Nous avons participé en 2024 aux travaux engagés sur le territoire dans le cadre du :

- Dispositif d'Appui à la Coordination 72 (DAC) ;
- VIA TRAJECTOIRE PH ;
- Service Public Départemental de l'Autonomie (SPDA)
- Contrat Local de Santé Intercommunal Le Mans et l'agglomération mancelle ;
- Projet Territorial de Santé Mentale de la Sarthe ;
- Plateforme de répit aux aidants ;
- Participation aux SISM avec l'organisation d'une marche urbaine et des Olympiades

L'ADGESTI est adhérente à :

- UNAFAM
- CreHPSy avec participation aux CA et à l'AG
- Santé Mentale France
- PSSM France
- ARDESAT

Membre de la CCAPEX

Membre de la CDCA

Membre du Collectif Handicaps 72

## **Les projets en 2025**

Le démarrage de l'habitat inclusif ;

Le déploiement d'IMAGO DU ;

La signature du CPOM ;

Les évaluations HAS pour l'ESAT, la SA ESAT, le SAMSAH et le SAVS ;

La constitution d'un groupe « éthique et bientraitance »



**Experts-comptables  
Commissaires aux comptes**  
Guillaume BLANCHARD  
Laurent GODRET  
Sylvie HERVÉ  
Benoît LEROY  
Jean Pierre VOGEL

**Associé fondateur**  
Michel FILOCHE

## **ADGESTI**

Association départementale de gestion des structures intermédiaires  
"Espérance Sarthe"

134 Rue Voltaire  
72 000 Le Mans

R.C.S Le Mans 324 311 117

## **RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

4, cour Étienne Jules Marey - 72000 Le Mans  
[www.altexa.fr](http://www.altexa.fr) - 02 43 43 62 62 - [lemans@altexa.fr](mailto:lemans@altexa.fr)

» Le Mans » Fresnay-sur-Sarthe » Saint-Calais

SA, au capital de 192 000€ » Siège social : 4 cour Étienne Jules Marey - 72000 Le Mans » Insrite au tableau de l'Ordre  
des Experts-Comptables de la Région des Pays de la Loire et à la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes Ouest-Atlantique »  
R.C.S. Le Mans B 333 203 099 » APE 6920Z



**ADGESTI**

Association départementale de gestion des structures intermédiaires  
"Espérance Sarthe"

134 Rue Voltaire  
72 000 Le Mans

R.C.S Le Mans 324 311 117

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**ADGESTI**  
**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
Exercice clos le 31 décembre 2024

---

A l'Assemblée générale de l'association ADGESTI,

**I - Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **ADGESTI** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II - Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

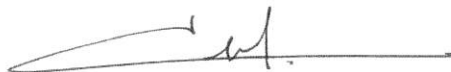
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

**Le Mans, le 5 juin 2025**  
Le Commissaire aux comptes  
**SA ALTEXA**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' followed by 'GODRET', written over a horizontal line.

**Laurent GODRET**

## **DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement	18 960	18 960		
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	12 536	7 972	4 564	
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	187 326	9 771	177 556	179 027
	Constructions	3 378 953	2 279 296	1 099 657	1 226 401
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	403 107	362 512	40 595	51 642
	Autres immobilisations corporelles	1 015 855	843 624	172 231	158 049
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	5 278		5 278	5 185
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 520		2 520	1 340
<b>TOTAL (I)</b>		<b>5 024 534</b>	<b>3 522 134</b>	<b>1 502 400</b>	<b>1 621 644</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements	30 557		30 557	23 793
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	6 199		6 199	2 175
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	22 171		22 171	24 415
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	597 116	622	596 494	399 430
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	26 148		26 148	20 524
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	2 678 565		2 678 565	2 575 566
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	9 554		9 554	8 364
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>3 370 310</b>	<b>622</b>	<b>3 369 688</b>	<b>3 054 267</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>		<b>8 394 844</b>	<b>3 522 757</b>	<b>4 872 088</b>	<b>4 675 911</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				2 520	1 340
(3) dont à plus d'un an					

## ● Bilan passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	2 966 945	2 860 755
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	538 118	625 490
Fonds reportés et délégués	Excédent ou déficit de l'exercice	84 302	18 818
	Total des fonds propres (situation nette)	3 589 365	3 505 063
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	10 471	13 163
	Provisions réglementées	6 357	6 357
	Total des autres fonds propres	16 828	19 521
	Total des fonds propres	3 606 192	3 524 583
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	169 847	79 209
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et délégués	169 847	79 209
Provisions	Provisions pour risques	205 086	178 997
	Provisions pour charges	4 800	4 800
	Total des provisions	209 886	183 797
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	251	300
	Emprunts et dettes financières divers	279 779	325 139
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	109 804	82 190
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	464 206	472 437
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
TOTAL PASSIF	Autres dettes	56	194
	Produits constatés d'avance	32 067	8 062
	Total des dettes	886 162	888 322
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	4 872 088	4 675 911
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	84 301,98	18 817,70
	(1) Dont à moins d'un an	660 248	616 405
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

## ● Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	520	690
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	137 768	143 881
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	928 326	1 000 615
	dont parrainages	112 571	117 547
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 826 214	2 456 552
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	848 261	823 393
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	92 311	138 234
	Utilisations des fonds dédiés	29 167	86 197
	Autres produits	34 534	33 168
Total des produits d'exploitation		4 897 100	4 682 731
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		(100)
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	123 689	119 961
	Variation de stock	(6 764)	1 526
	Autres achats et charges externes	767 004	704 090
	Aides financières	51 540	31 836
	Impôts, taxes et versements assimilés	264 178	270 988
	Salaires et traitements	2 297 284	2 314 805
	Charges sociales	965 741	941 760
	Dotation aux amortissements et dépréciations	202 586	196 642
	Dotation aux provisions	52 454	29 740
	Reports en fonds dédiés	119 805	52 604
	Autres charges	2 737	11 458
Total des charges d'exploitation		4 840 254	4 675 311
RESULTAT D'EXPLOITATION		56 846	7 420

## ● Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>56 846</b>	<b>7 420</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	93	62
	Autres intérêts et produits assimilés	25 463	16 598
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>25 556</b>	<b>16 661</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	6 368	7 384
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>		<b>6 368</b>	<b>7 384</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>19 188</b>	<b>9 276</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>76 034</b>	<b>16 696</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion	64	1 036
	Sur opérations en capital	9 893	2 406
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>9 957</b>	<b>3 442</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion	228	464
	Sur opérations en capital	1 461	856
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>1 689</b>	<b>1 321</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>8 268</b>	<b>2 121</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>4 932 613</b>	<b>4 702 833</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>4 848 311</b>	<b>4 684 016</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>84 302</b>	<b>18 818</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>			
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>			



## • Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux règlements de l'ANC :

- 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), modifié et complété depuis son homologation par des règlements ultérieurs
- 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024.  
Il a une durée de 12 mois.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Présentation de l'entité

#### Objet social

L'ADGESTI Espérance Sarthe (Association de GEstion des STructures Intermédiaires) est une association régie par la loi 1901, composée de parents ou amis de personnes en situation de handicap d'origine psychique. Elle a été créée, en 1981, par l'UNAFAM 72, celle-ci n'ayant pas vocation à gérer des établissements.

L'ADGESTI a pour objet de « participer à toute action favorisant la réhabilitation de personnes confrontées à des difficultés psychologiques ou handicapées par suite de troubles psychiques » (Statuts de l'association).

#### Nature et périmètre de ses missions et des moyens mis en œuvre

L'association ADGESTI, ses adhérents et ses salariés partagent des valeurs fortes qui guident l'action commune et permettent un accompagnement spécifique des personnes en situation de handicap psychique :

- Le respect et la dignité de la personne dans son environnement de vie ;
- L'engagement pour l'accueil des citoyens présentant des vulnérabilités psychiques ;
- Le soutien à la créativité et à l'invention dans la relation d'aide et dans le lien avec la cité ;
- Une gouvernance participative au plus près du terrain.

Compte-tenu de son contexte et de son histoire, de l'évolution des activités de l'association depuis sa création, l'ADGESTI s'est donné pour mission de :

- Lutter contre l'isolement social et renforcer la capacité à agir en tenant compte de l'environnement de vie ;
- Accompagner en prévenant les ruptures de parcours de vie des personnes en médiatisant les liens



## ❁ Règles et méthodes comptables

- avec les partenaires institutionnels ;
- Développer la créativité et les capacités des adultes en situation de fragilités ou de handicaps psychiques à mieux vivre.

Son engagement est organisé, aujourd'hui, en quatre pôles d'activités :

- **Pôle socio-professionnel** : ESAT CATMANOR, SA ESAT, Prestations d'Appui Spécifique, Action de Remobilisation et d'Initiative Vers l'Emploi, accompagnement des personnes placées sous-main de justice, Plateforme Emploi Accompagné (PFEA) ;

- **Pôle médico-social** : SAMSAH, SAVS, Equipe Spécialisée d'Evaluation du Handicap Psychique (ESEHP) ; Dispositif d'Intervention Précoce aux Psychoses Emergentes (DIPPE) en lien avec l'EPSM de la Sarthe.

- **Pôle inclusion dans l'environnement** : soutien à l'association Plénitude 72, soutien à 3 Groupes d'Entraide Mutuelle (GEM), Service formation : action de sensibilisation sur le handicap psychique et Premiers Secours en Santé Mentale (PSSM) ; espace écoute, espace Rosalie, groupe de parole « vie psychique et citoyenneté » ;

- **Pôle habitat** : Résidence Accueil (19 logements), 5 logements diffus en résidence sociale, 1 logement temporaire, participation aux 9 plates-formes territoriales liées au logement, dispositif « situations d'habitat complexe : incurie, syndromes de Diogène et Noé », Accompagnement Vers et Dans le Logement (AVDL) et diagnostic approfondi « habitant-habitat » dans le cadre du FSL.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée probable d'utilisation, suivant le mode linéaire :

. Frais d'évaluation	3 ans
. Licences logiciels	2 ans

### Immobilisations corporelles

#### Modes et méthodes d'évaluation

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

#### Méthodes de calcul des amortissements

Le mode d'amortissement linéaire est considéré comme le plus proche, dans les conditions techniques actuelles, de l'amortissement économique réel.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.



## • Règles et méthodes comptables

Les principales durées sont les suivantes :

. Constructions	5 à 50 ans
. Agencements et aménagements	10 à 20 ans
. Installations techniques	10 à 20 ans
. Matériels et outillages	5 à 10 ans
. Matériel de transport	2 à 5 ans
. Mobilier, matériel de bureau informatique	2 à 10 ans
. Installations, agencements, aménagements divers	6 à 10 ans

### Dépréciations d'immobilisations

Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

### Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, celui-ci s'entendant par le montant des sommes versées.

### Stocks

#### Méthodes d'évaluation appliquées

Les matières premières et marchandises sont évaluées selon la méthode premier entrée, premier sortie (FIFO).

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les en-cours, les produits intermédiaires et produits finis sont valorisés au coût de production. Celui-ci comprend les charges indirectes de fabrication sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

#### Provisions pour dépréciation

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### Créances - Dettes

Les créances et dettes figurent au bilan pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est calculée sur la base de l'analyse du caractère recouvrable des créances effectuée à la date d'arrêt des comptes.

### Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. L'engagement retraite est provisionné dans le bilan.



## ● Règles et méthodes comptables

### Indemnités de départ à la retraite

Tranches d'âge	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	3 806
55 à 59 ans	6 à 10 ans	62 652
45 à 54 ans	11 à 20 ans	83 876
35 à 44 ans	21 à 30 ans	16 312
moins de 35 ans	plus de 30 ans	1 981
Engagement total		168 627

### Hypothèses de calculs retenues

Paramètres retenus pour le calcul : Départ volontaire à la retraite - Age estimé : 64 ans

Taux de charges patronales moyen pour les cadres : 62 %

Taux de charges patronales moyen pour les non cadres : 54 %

Taux de rotation : 8% dégressif

Taux d'évolution salariale moyen : 0.50 %

Table de mortalité : INSEE 2018-2020

Calcul de l'ancienneté en nombre d'année entière (pas de prorata-temporis)

Le taux d'actualisation financière est de 3.38%

Méthode de calcul retenue : Rétrospective

Dette actuarielle rétrospective = (Salaire brut au terme / 12) \* Droits CCN au prorata temporis \* Probabilité de survie \* Probabilité de présence \* (1 + Taux de charges) / (1 + Taux d'actualisation) ^Ancienneté non acquise

### Rémunérations versées aux dirigeants (Loi 2006-586 du 23 mai 2006 - art.20)

Les rémunérations brutes et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés de l'association ADGESTI se sont élevés pour l'exercice 2024 à 178 834 €.

### Ventilation des ressources

Le détail des transferts de charges et des subventions par nature figure dans les tableaux ci après en fin d'annexe

### Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 11 277,60 €



## ● Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	18 960					18 960
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	13 722		5 692		6 878	12 536
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	32 682		5 692		6 878	31 496
CORPORELLES	Terrains	187 326					187 326
	Constructions sur sol propre	2 239 184					2 239 184
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	1 130 711		9 059			1 139 769
	Instal technique, matériel outillage industriels	402 544		570		8	403 107
	Instal., agencement, aménagement divers	406 615		2 020		5 318	403 317
	Matériel de transport	317 669		47 955		41 223	324 402
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	263 417		16 773		5 267	274 924
	Emballages récupérables et divers	13 212					13 212
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 960 679		76 377		51 815	4 985 241	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	5 185		93			5 278
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	1 340		1 180			2 520
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 525		1 273			7 798
TOTAL		4 999 886		83 342		58 693	5 024 534





## ● Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	18 960			18 960
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	13 722	1 128	6 878	7 972
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	32 682	1 128	6 878	26 932
CORPORELLES	Terrains	8 299	1 472		9 771
	Constructions sur sol propre	1 304 917	92 114		1 397 031
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement a ménagement	838 576	43 689		882 265
	Instal technique, matériel outillage industriels	350 902	11 617	8	362 512
	Autres instal., agencement, aménagement divers	339 443	14 783	5 318	348 908
	Matériel de transport	277 388	23 257	41 223	259 423
	Matériel de bureau, mobilier	214 732	14 080	5 267	223 546
	Emballages récupérables et divers	11 300	447		11 748
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 345 559	201 458	51 815	3 495 203
TOTAL		3 378 241	202 586	58 693	3 522 134





## Variation des fonds propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	2 860 755	122 003		15 813	2 966 945
Autres réserves					
Report à nouveau	625 490	(103 186)	15 813		538 118
Excédent ou déficit de l'exercice	18 818	(18 818)	84 302		84 302
<b>Situation nette</b>	<b>3 505 063</b>		<b>100 115</b>	<b>15 813</b>	<b>3 589 365</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	13 163		180	2 873	10 471
Provisions réglementées	6 357				6 357
<b>TOTAL</b>	<b>3 524 583</b>		<b>100 295</b>	<b>18 686</b>	<b>3 606 192</b>

Le report à nouveau de 538 118 € au 31/12/2024 comprend pour 81 321 € de report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs.  
Au 31/12/2023, le poste report à nouveau de 625 490 € était constitué de report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs à hauteur de 44 079 €.



## ● Variation des fonds dédiés

	Fds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembours- ements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Fonds dédiés	79 209	119 805	29 167			169 847	169 847
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	<b>79 209</b>	<b>119 805</b>	<b>29 167</b>			<b>169 847</b>	



## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS RELEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	6 357			6 357
	<b>PROVISIONS RELEMENTEES</b>	<b>6 357</b>			<b>6 357</b>
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	183 797	52 454	26 365	209 886
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>183 797</b>	<b>52 454</b>	<b>26 365</b>	<b>209 886</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	622			622
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>622</b>			<b>622</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>190 777</b>	<b>52 454</b>	<b>26 365</b>	<b>216 865</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			52 454	26 365	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



## Créances et dettes

	31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 520	2 520	
Clients, usagers douteux ou litigieux	662	662	
Autres créances clients, usagers	596 454	596 454	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 038	1 038	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 608	5 608	
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée	3 253	3 253	
Autres impôts, taxes versements assimilés	11 524	11 524	
Divers			
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	4 725	4 725	
Charges constatées d'avance	9 554	9 554	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>635 338</b>	<b>635 338</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	251	251		
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	279 779	53 865	175 922	49 992
Fournisseurs et comptes rattachés	109 804	109 804		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	205 314	205 314		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	230 933	230 933		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée	3 464	3 464		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	24 495	24 495		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, entités affiliées				
Autres dettes	56	56		
Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	32 067	32 067		
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>886 162</b>	<b>660 248</b>	<b>175 922</b>	<b>49 992</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice	365			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	44 939			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

## ● Produits à recevoir

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	6 007	512	5 494	N/S
<b>TOTAL</b>	<b>6 007</b>	<b>512</b>	<b>5 494</b>	<b>N/S</b>



## ⑥ Produits constatés d'avance et fonds dédiés

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	%
Exploitation	201 914	87 271	114 643	131,37
Financiers				
Exceptionnels				
TOTAL	201 914	87 271	114 643	131,37

Le montant ci-dessus est composé de :

- fonds dédiés pour 169 847,12 € au 31/12/2024 figurant au passif après les fonds propres (79 208,59 € au 31/12/2023)
- produits constatés d'avance pour 32 066,74 € figurant dans les comptes de régularisation au passif (8 062,01 € au 31/12/2023)





## ● Charges à payer

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	251	300	(50)	-16,54
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 415	23 351	20 064	85,93
Dettes fiscales et sociales	309 522	306 472	3 051	1,00
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	353 187	330 122	23 065	6,99

353 187



## ● Charges constatées d'avance

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	%
Exploitation	9 554	8 364	1 190	14,23
Financières				
Exceptionnelles				
TOTAL	9 554	8 364	1 190	14,23



## ● Effectif moyen

		31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		11	
	Professions intermédiaires			
	Employés		36	
	Ouvriers		1	
	TOTAL		47	



## Transferts de charges

31/12/2024	
Transferts de charges assurances	12 871
Transferts de charges frais de personnel (formation, indemnités, divers ...)	40 543
Transferts de charges diverses	12 429
<b>TOTAL</b>	<b>65 844</b>



## Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
ESAT section CATMANOR	996 967		
Conseil Départemental section S.A.V.S	174 047		
Prix de journée personnes handicap. section ESAT	104 222		
Tarif jour FAM et SAMSAH section SAMSAH	249 017		
FAM et SAMSAH	682 510		
PNH 72	50 750		
Conseil départemental		24 000	
DDETS		379 800	
Mediation expulsion		3 000	
S.P.I.P		18 000	
ARS		117 500	
Aide apprentis		3 000	
Aide chargé d'insertion professionnel		23 400	
Subvention investissement au passif			10 471
<b>Totalisation</b>	<b>2 257 513</b>	<b>568 700</b>	<b>10 471</b>



**ADGESTI**

Association départementale de gestion des structures intermédiaires  
"Espérance Sarthe"

134 Rue Voltaire  
72 000 Le Mans

R.C.S Le Mans 324 311 117

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
A L'ASSEMBLEE GENERALE**

Exercice clos le 31 décembre 2024



**ADGESTI**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
Exercice clos le 31 décembre 2024

---

A l'Assemblée générale de l'association ADGESTI,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association ADGESTI, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

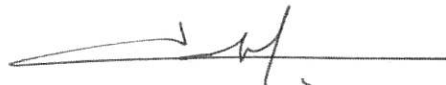
**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

Nous vous informons qu'il ne nous a donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

**CONVENTION DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

**Le Mans, le 5 juin 2025**  
Le Commissaire aux comptes  
**SA ALTEXA**



**Laurent GODRET**

## Projet de Résolutions

### Première Résolution

#### *Approbation des comptes sociaux*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur l'activité et la situation de l'association ainsi que du rapport du Commissaire Aux Comptes concernant l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve tels qu'ils lui ont été présentés les comptes sociaux dudit exercice, comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, qui font ressortir un excédent de **84 301,98 €** ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### Deuxième Résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne quitus au Conseil d'Administration de sa gestion pour l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et clos le 31 décembre 2024.

### Troisième Résolution

L'Assemblée Générale approuve le rapport moral et d'activité présenté par le Conseil d'Administration pour l'exercice 2024.

### Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale approuve les modifications d'affectation des résultats constatés à la clôture de l'exercice 2022.

#### **ESAT CATMANOR Budget Annexe de Production et de Commercialisation**

Pour l'année 2022, au résultat comptable déficitaire de 114 073,91 € sont affectés 2 014,96 € (au lieu de 1 111,21 €) en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé déficitaire de 112 058,95 € (au lieu de 112 962,70 €).

***Le résultat corrigé déficitaire de 112 058,95 € est affecté en Report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (créditeur).***

## Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale approuve l'affectation des résultats constatés à la clôture de l'exercice 2024 :

### **SIÈGE SOCIAL**

*Le résultat comptable déficitaire de 13 276,29 € est affecté en dépenses pour congés à payer pour 71,60 €, soit un résultat corrigé déficitaire de **13 347,89 € affecté en réserve de compensation des déficits.***

### **PÔLE SOCIO-PROFESSIONNEL**

#### **ESAT CATMANOR**

##### ***Budget Principal de l'Activité Sociale***

Pour l'année 2023, la proposition d'affectation du résultat administratif excédentaire de 27 354,60 € a reçu l'accord de l'administration de contrôle.

L'Assemblée Générale en prend acte.

Pour l'année 2024, au résultat comptable excédentaire de 34 607,91 € sont affectés 1 056,01 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat administratif excédentaire de 33 551,90 €.

***Le résultat administratif excédentaire de 33 551,90 € est proposé à l'administration de contrôle en report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée par l'Autorité de Tarification (solde débiteur).***

##### ***Budget Annexe de Production et de Commercialisation***

Pour l'année 2024, au résultat comptable déficitaire de 78 961,56 € sont affectés 4 067,48 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé déficitaire de 74 894,08 €.

***Le résultat corrigé déficitaire de 74 894,08 € est affecté en Report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (créditeur) pour 38 511,55 € et 36 382,53 € en Report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (débitteur).***

#### ▪ **Section Annexe - ESAT CATMANOR**

Pour l'année 2022 et 2023, les propositions d'affectation des résultats administratifs **n'ont pas encore reçu** l'accord du Conseil Départemental de la Sarthe.

Pour l'année 2024, au résultat comptable excédentaire de 8 174,45 € s'ajoute la reprise du résultat excédentaire de 2 000,00 € relative à l'exercice 2022, auquel sont affectés 761,82 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat administratif excédentaire de 9 412,63 €.

*Le résultat administratif excédentaire de 9 412,63 € est proposé à l'administration de contrôle au compte de report à nouveau affecté à la réduction des charges du budget N+2 pour 3 000,00 € et au compte de report à nouveau affecté au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivants celui auquel le résultat est affecté pour 4 412,63 € et 2 000,00 € en réserve affecté à l'investissement.*

▪ **ADGESTI ARIVE (Action de Remobilisation et d'Initiatives Vers l'Emploi)**

Pour l'année 2024, au résultat comptable déficitaire de 2 277,14 € sont affectés 687,45 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé déficitaire de 2 964,59 €.

*Le résultat déficitaire de 2 964,59 € est affecté en Report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (crédeur).*

▪ **ADGESTI PAS (Prestation d'Appui Spécifique)**

Pour l'année 2024, au résultat comptable déficitaire de 100 024,22 € sont affectés 1 211,58 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé déficitaire de 101 235,80 €.

*Le résultat corrigé déficitaire de 101 235,80 € est affecté en réserve de compensation des déficits pour 25 662,51 €, en report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée pour 30 022,40 € et en report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée pour 45 550,89 € (dédeur).*

▪ **ADGESTI SPIP**

Pour l'année 2024, au résultat comptable excédentaire de 6 540,83 € sont affectés 42,07 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé excédentaire de 6 498,76 €.

*Le résultat excédentaire de 6 498,76 € est affecté au compte de report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (crédeur).*

▪ **ADGESTI EMPLOI ACCOMPAGNE**

Pour l'année 2024, au résultat comptable excédentaire de 8 838,35 € sont affectés 900,02 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé excédentaire de 7 938,33 €.

*Le résultat excédentaire de 7 938,33 € est affecté au compte de en réserve affecté à l'investissement.*

## **PÔLE MÉDICO-SOCIAL**

### ▪ **ADGESTI Évaluation**

Pour l'année 2024, au résultat comptable excédentaire de 5 234,48 € sont affectés 3 579,62 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé excédentaire de 1 654,86 €.

***Le résultat excédentaire de 1 654,86 € est affecté au compte de report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (créditeur).***

### ▪ **Service d'Accompagnement à la Vie Sociale – SAVS**

Pour les années 2022 et 2023, les propositions d'affectation des résultats administratifs **n'ont pas encore reçu** l'accord du Conseil Départemental de la Sarthe.

Pour l'année 2024, au résultat comptable excédentaire de 17 130,93 € s'ajoute la reprise du résultat excédentaire de 1 500,00 € relative à l'exercice 2022, auquel sont affectés 35,30 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat administratif excédentaire de 18 666,23 €.

***Le résultat administratif excédentaire 18 666,23 € est proposé à l'administration de contrôle au compte réserve affectée à l'investissement.***

### ▪ **Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés - SAMSAH**

Pour les années 2022 et 2023, les propositions d'affectation des résultats administratifs **n'ont pas encore reçu** l'accord du Conseil Départemental de la Sarthe.

Pour les années 2021, 2022 et 2023, les propositions d'affectation des résultats administratifs **n'a pas encore reçu** l'accord de l'Agence Régionale de Santé.

Pour l'année 2024, le résultat comptable excédentaire de 44 056,02 € se répartit selon les deux organismes financeurs :

- En un résultat comptable excédentaire de 39 030,80 € au titre du financement de l'Assurance Maladie ;
- En un résultat comptable excédentaire de 5 025,22 € au titre du financement du Département de la Sarthe.

#### Affectation du résultat afférent à l'assurance maladie :

Au résultat comptable excédentaire de 39 030,80 € sont affectés 5 556,75 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat administratif excédentaire de 44 587,55 €.

*L'affectation du résultat administratif excédentaire de 44 587,55 € est proposé à l'administration de contrôle au compte de report à nouveau affecté au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivants celui auquel le résultat est affecté.*

Affectation du résultat afférent au Département de la Sarthe :

Au compte de résultat excédentaire de 5 025,22 € sont affectés 545,89 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat administratif excédentaire de 4 479,33 €.

*L'affectation du résultat administratif excédentaire de 4 479,33 € est proposée à l'administration de contrôle au compte de report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (créditeur).*

▪ **ROSALIE**

Pour l'année 2024, au résultat comptable excédentaire de 2 178,80 €, sont affectés 206,73 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé excédentaire de 1 972,07 €.

*Le résultat excédentaire de 1 972,07 € est affecté au compte de report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (créditeur).*

▪ **Dispositif d'Intervention Précoce des Psychoses Emergentes (DIPPE)**

Pour l'année 2024, au résultat comptable déficitaire de 1 534,76 €, sont affectés 665,57 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé déficitaire de 2 200,33 €.

*Le résultat déficitaire de 2 200,33 € est affecté au compte de Report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (débitteur).*

**PÔLE HABITAT**

▪ **Logements Temporaires**

Pour l'année 2024, le résultat comptable excédentaire est de 1 634,21 €.

*Le résultat excédentaire 1 634,21 € est affecté en Excédents affectés à l'investissement.*

▪ **Diagnostic – de la problématique Habitant/Habitat**

Pour l'année 2024, au résultat comptable déficitaire de 1 950,73 € sont affectés 368,20 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé déficitaire de 2 318,93 €.

*Le résultat corrigé déficitaire de 2 318,93 € est affecté au compte Report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (débitteur).*



- **Résidence Accueil « Le Gué des Sables »**

Pour l'année 2024, au résultat déficitaire de 19 796,93 € sont affectés 1 046,18 € en dépenses pour congés à payer soit un résultat administratif déficitaire de 20 843,11 €.

*Le résultat administratif déficitaire de 20 843,11 € est affecté au compte de report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (créditeur) sous réserve de l'accord de l'autorité de tarification.*

- **Médiation Expulsion**

Pour l'année 2024, au résultat comptable excédentaire de 155 541 € sont affectés 2 541,26 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé excédentaire de 152 999,74 €.

Ce résultat se décompose pour 8 569,09 € en résultat déficitaire hors gestion contrôlée et en résultat excédentaire de 161 568,83 € sous gestion contrôlée.

*Le résultat corrigé déficitaire hors gestion contrôlée de 8 569,09 € est affecté au compte de Report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (débitteur).*

*Le résultat corrigé excédentaire sous gestion contrôlée de 161 568,83 € est affecté au compte report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (débitteur) pour 38 022,83 € et au compte report à nouveau des activités sociale et médico-sociales sous gestion contrôlée (créditeur) pour 123 546,00 €.*

- **Gestion locative Sociale**

Pour l'année 2024, le résultat comptable déficitaire est de 4 244,08 € sont affectés 220,80 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat administratif déficitaire de 4 464,88 €.

*Le résultat administratif déficitaire de 4 464,88 € est affecté au compte au compte de report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (créditeur) sous réserve de l'accord de l'autorité de tarification.*

## **PÔLE INCLUSION DANS L'ENVIRONNEMENT**

- **Formation**

Pour l'année 2024, au résultat comptable excédentaire de 13 267,51 € sont affectés 73,42 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé excédentaire de 13 194,09 €.

*Le résultat corrigé excédentaire de 13 194,09 € est affecté au compte Report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (créditeur).*

- **Espace Ecoute**

Pour l'année 2024, au résultat comptable excédentaire de 15 774,27 €, sont affectés 162,85 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé excédentaire de 15 937,12 €

*Le résultat excédentaire de 15 937,12 € est au compte de report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (créditeur).*

*Dans le cadre du parrainage des Groupes d'Entraide Mutuelle, l'ADGESTI met à disposition du temps d'animateur, en tant qu'organisme gestionnaire*

- **GEM'S LOISIR**

Pour l'année 2024, au résultat comptable déficitaire de 1 153,09 € sont affectés 544,29 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé déficitaire de 608,80 €.

***Le résultat corrigé déficitaire de 608,80 € est affecté au compte de Report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (créditeur).***

- **TÉJIRA**

Pour l'année 2024, au résultat comptable déficitaire de 5 457,98 € sont affectés 4 257,32 € en dépenses pour congés à payer, soit un résultat corrigé déficitaire de 1 200,66 €.

***Le résultat corrigé déficitaire de 1 200,66 € est affecté au compte Report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée (créditeur).***

## Sixième Résolution

L'Assemblée Générale constate que le mandat d'administrateur de :

- Madame Jocelyne BEAUNE
  - Monsieur Gérard FUSEAU
  - Monsieur Patrick MINVIELLE-DEBAT
- vient à expiration.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires ; décide de renouveler le mandat de :

- Madame Jocelyne BEAUNE
- Monsieur Patrick MINVIELLE-DEBAT

Les mandats couvriront les exercices 2025, 2026 et 2027.

Et se termineront avec l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2027.

## Septième Résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer en qualité de nouvel administrateur :

- 
- 

Leur mandat couvrira les exercices 2025, 2026 et 2027.

Et se terminera avec l'Assemblée Générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2027.

## Huitième Résolution

Le montant de la cotisation pour 2025 reste fixé à 25 euros.

Pour les travailleurs ou anciens travailleurs de l'ESAT et les personnes accompagnées qui souhaiteraient devenir membre, la cotisation est fixée à 2 euros.

## Neuvième Résolution

L'Assemblée Générale constate que le mandat du cabinet ALTEXA, commissaire aux comptes vient à expiration.

L'Assemblée Générale en prend acte.

Elle décide de :

- reconduire pour une durée de 6 exercices le cabinet ALTEXA, représenté par Monsieur Laurent GODRET,

Le mandat de Madame Blanche MACQUAIRE, commissaire aux comptes suppléant vient à expiration également.

Le Commissaire aux compte titulaire étant une personne morale pluripersonnelle, l'association est dispensée de nommer un commissaire aux comptes suppléant. En conséquence, l'assemblée générale décide de ne pas renouveler le mandat de Madame MACQUAIRE et de ne pas procéder à son remplacement.

### Dixième Résolution

L'Assemblée Générale donne tout pouvoir au porteur d'un extrait d'une copie du procès-verbal pour l'accomplissement des formalités de dépôts et les publications légales.

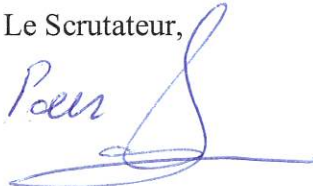
L'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire étant épuisé, la séance est levée.

La Présidente,



Francine PHILIPPET

Le Scrutateur,



*Bulle*  
Nadia HADJERI

La Secrétaire,



Danielle MELUN